

## La problématique du développement en situation de crise : Le cas de l'Algérie

### Résumé

Le cas des pays anciennement colonisés a montré que l'indépendance politique et la croissance économique ne vont pas nécessairement de pair. Que ce soit d'une manière brusque, lente ou imperceptible, toute société connaît chaque jour des changements. Toutefois, si le changement est une donnée commune à toutes les sociétés, il en va autrement du développement ou de la modernisation.

Soumise à la prédominance du politique sur les autres instances, la société postcoloniale demeure une société dominée, qui ne peut être qualifiée ni de « traditionnelle » ni de « moderne ». Elle est instable, vivant au rythme des crises et des contestations.

**Bachir MAHSENE**

Faculté des Sciences Humaines  
et Sociales  
Université Mentouri  
Constantine (Algérie)

### Introduction

Selon les écoles et les théories, le problème du développement est posé en termes différents, et parfois opposés, dès lors que la sociologie du développement n'a pu être, au mieux, définie que comme un moment de la crise des sciences sociales existantes. Elle puiserait sa justification dans cette mise à l'épreuve des théories établies et du métier de sociologue confrontés aux défis du Tiers-monde. La sociologie du développement est une sociologie des « plus grandes contradictions » et des conflits « à chaud ». Elle serait, selon l'expression de Gurvitch « étroitement liée aux mouvements sociaux en effervescence » et elle aurait pour objet central la crise des sociétés.

La perception qu'a eue l'Occident des peuples « non civilisés » a évolué suivant trois étapes qui s'exprimaient à travers le vocabulaire employé pour désigner ces peuples.

### ملخص

إن حالة البلدان التي كانت مستعمرة سابقا بين بأن الاستقلال السياسي لا يساير حتما النمو الاقتصادي. تتغير المجتمعات يوميا سواء كان هذا التغير عنيفا أو بطيئا أو غير محسوس. ويظهر التغير كميزة من الميزات الجلية للمجتمع. لكن إذا كان التغير عاملا مشتركا لكل المجتمعات فيختلف الأمر في ما يخص التنمية أو العصرية.

في غياب نظرية شاملة للتنمية يظل المجتمع ما بعد الاستعمار وهو خاضع لهيمنة الهيئة السياسية على المؤسسات الأخرى يظل مسيطر عليه ولا يمكن أن نسميه بـ "التقليدي" أو بـ "العصري". فهو مجتمع يعيش في معدل الأزمات المتعاقبة ويستغرق في النزاعات وعدم الاستقرار، لا يمكن إذا أن نتصور التنمية كمجرد نمو اقتصادي أو كتقدم تكنولوجي كيفما كان مرفقاً بإجراءات اجتماعية وثقافية، بل نكتشف اليوم بأنه عمل وجهد تقوم بيه المجتمعات على نفسها، وهو عمل يتطلب حد أدنى من استقلالية المجتمع.

On a commencé aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles par les qualifier de « sauvages » qu'on voulait occidentaliser et convertir à la vraie religion.

Puis, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, avec l'échec des entreprises civilisatrices et missionnaires, et s'appuyant sur les théories évolutionnistes qui confirmaient que les peuplades sauvages étaient des vestiges des stades antérieurs de l'évolution humaine et sociale, on cessa de les appeler les « sauvages » pour leur attribuer le nom de « primitifs ».

Au xx<sup>e</sup> siècle, les peuples « non évolués » sont devenus un problème posé à la conscience occidentale. On a commencé, alors, à parler de « pays sous-développés », de « pays en voie de développement », de « jeunes nations », de « Tiers-monde ». La

problématique des sciences sociales s'est transformée : désormais, le pays en voie de développement est moins un témoin du passé qu'un projet d'avenir.

Il faut rappeler que la sociologie s'est élaborée dans un effort d'interprétation et d'explication de la société occidentale contemporaine et, malgré les attitudes ethnocentristes et européocentristes, on est arrivé à conclure qu'il n'y avait pas de théorie du changement social qui soit universellement applicable.

Les sociologues sont arrivés à reconnaître et à affirmer qu'il n'existe pas, dans l'absolu, de modèle général de causalité toujours uniformément applicable. Les théories de développement reposant, pour la plupart, sur un mode d'explication historique, que ce soit la théorie des « inégalités » de développement de Marx prolongée par la théorie des « monopoles et des satellites en chaîne » d'André Günter Frank, ou qu'il s'agisse à l'inverse des modes d'approche occidentaux sur les « croissances retardées », toutes postulent que les processus historiques éclairent les voies du développement. L'incapacité de la sociologie à dégager les règles du changement social dans une société en développement et surtout la séquence et l'enchaînement des phénomènes qui constituent le processus de ce changement ou de ce développement l'ont conduite à ne devoir ou à ne pouvoir analyser la réalité observée qu'en termes de situation et non de procès. Confronté à un problème de migration, par exemple, le sociologue brosera le tableau de la société « de départ » ou de la société « d'arrivée » et il la présentera en termes de situation à une époque donnée et non pas en termes de processus, faisant ressortir les modalités du changement et les relations entre les facteurs de ce changement. Toutefois, si l'on a réussi à cerner approximativement l'objet d'une sociologie du développement, comme l'a fait Alain Touraine, qui associe, peut-être un peu rapidement, développement et industrialisation, si, à son exemple, on peut définir la sociologie du développement comme l'analyse du changement que connaît une société préindustrielle construisant un type nouveau de

société, on n'a pas abouti, en revanche, à élaborer une méthode visant cette analyse. On peut évoquer, dans ce sens, la méthode développée par Rostow qui consiste à analyser les phases de l'action historique depuis la société traditionnelle jusqu'à la société industrielle, tentative respectable, du reste, mais qui s'appuie sur un cadre méthodologique un peu vaste et qui a l'inconvénient, aussi, de faire apparaître une série de « situations » plus que des processus et *a fortiori* des règles du changement. Néanmoins, les études accumulées sur l'industrialisation en Occident, les théories de la croissance élaborées à partir d'une sphère géographique et civilisationnelle limitée, malgré leurs insuffisances et grâce aux critiques qu'elles ont soulevées, ont introduit une nouvelle optique dans l'analyse du problème global du changement socio-économique, optique qui accorde une place importante au phénomène de la modernisation des pays sous-développés.

Si les chercheurs des pays occidentaux, dans leur diversité, s'efforcent de développer leurs méthodes et d'élaborer des cadres théoriques pour tenter de trouver des réponses à ces questions qui ne les concernent pas directement mais qui les interpellent scientifiquement, qu'en est-il des universitaires des pays concernés qui subissent les contraintes du retard et de la dépendance dans sa version actuelle dominée par la mondialisation ?

Il faut relever qu'en plus des problèmes générés par le sous-développement ces pays sont confrontés à un handicap psychosociologique lié à la question de la temporalité : celle de leur rapport au temps (présent et passé) et qui constitue un frein au décollage économique et au progrès social aggravant la dépendance sous toutes ses formes.

### **Le cas de l'Algérie**

Il est une remarque apparemment évidente, mais qu'il faut évoquer pour des raisons liées à ce que l'on peut appeler « l'hygiène de la mémoire ». Elle concerne le fait de ne pouvoir, pour un chercheur d'un pays anciennement colonisé, parler de « temps » sans accoler à cette notion, implicitement ou explicitement, une connotation négative.

Cette situation, pour le moins spécifique, dans laquelle se confondent « chronologie » et « anachronisme » est une des conséquences de la falsification de l'histoire à laquelle on assiste depuis l'indépendance et qui prolonge les processus mis en œuvre durant la période coloniale visant à nier et à entraver l'affirmation d'une identité algérienne dans la diversité de ses composantes.

Au sujet de la falsification de l'histoire, ce passage de l'ouvrage de M. Harbi, intitulé « Aux origines du F.L.N » est très éloquent : « On parle depuis 1962 de décoloniser l'histoire. Toutefois, la production historique et sociologique est, à bien des égards, une anthologie de la falsification et de la dissimulation. Des pans entiers d'histoire ont été voués au silence. Militants et mouvements politiques ne sont pas approchés en fonction de la place qu'ils ont occupée à un moment donné, mais en fonction de ce qu'ils sont devenus. »

La violence coloniale a agi comme un frein psychologique au progrès. En effet, la conquête française a entraîné une grande crise morale et intellectuelle. Cette crise a affecté la vision du monde des Algériens, déterminée par la religion, qui éclate sous la

pression du choc et la difficulté de comprendre l'événement. Maintenu dans un état de dépendance économique, politique, culturelle et même psychique, la société colonisée va se tourner vers un passé mythifié. On assiste alors à un renforcement de l'attachement aux traditions et au rejet de tout ce que le colonisateur a introduit. Le temps comme forme de l'expérience de l'homme dans ses rapports avec le monde, est perçu dans son ambivalence à la fois comme amputation d'une « mémoire méconnue et reniée », et comme refuge dans un « passé mythifié ». Cette ambivalence, loin de libérer l'homme colonisé le rend captif d'un passé oppresseur et porteur de nouvelles menaces.

Dès lors, parler de « retard » pour traduire cette connotation négative que revêt, pour nous, le « temps » est un euphémisme. Elle nous rappelle, en fait, que l'on est moins développé que « l'autre » et surtout toujours dépendant de lui. Ce modèle « autre » par rapport auquel nous sommes en retard, est incarné par l'Europe occidentale, hier foyer de colonialisme, aujourd'hui métropole de la dépendance.

Au moment où les penseurs occidentaux parlent de plus en plus du déclin du modernisme ou du déclin de la société industrielle et de l'apparition de la société postindustrielle, nous nous retrouvons, avec d'autres pays en « développement », à essayer de chercher des solutions à nos problèmes économiques et sociaux dans une certaine modernisation, synonyme de libéralisation économique, qui nous permettrait de nous insérer dans le marché international.

À supposer que notre insertion dans le marché mondial arrive à créer une certaine abondance, est-elle sur un autre plan capable de dispenser la liberté et permettre à la société de conquérir la stabilité ?

Autrement dit, la libéralisation, telle qu'elle est menée, est-elle en mesure de favoriser l'adaptation de la vie sociale aux besoins individuels ou collectifs, de remplacer l'arbitraire et la violence par l'Etat de droit et par le marché ?

Conséquence de crises qui se sont succédées depuis 1962, la crise actuelle diffère des autres par sa dimension et surtout par le phénomène de violence généralisée qui a investi tout le corps social. Pour les observateurs et particulièrement les observateurs occidentaux, l'Algérie vit une profonde crise du modèle économique-social de développement qu'elle s'est donnée depuis l'indépendance. Il ne faudrait pas s'arrêter à la question du choix d'un modèle ; il faut surtout souligner que le modèle de développement lui-même est en crise non pas en tant que modèle mais comme réalité socio-historique. En fait, il s'agit là non pas d'un problème socio-économique mais d'un problème de structures sociales.

Les théories du développement misaient surtout sur les sociétés industrielles considérées alors comme seules aptes à faire sortir les pays nouvellement indépendants du sous-développement. L'industrialisation fut un phénomène nouveau pour les populations locales algériennes. Cette structure nouvelle ne favorisait pas l'assimilation de l'idéologie économique de production par les populations. Elle a engendré une certaine résistance à ce que ces dernières considéraient comme une importation d'un esprit nouveau qui menaçait beaucoup plus des valeurs traditionnelles que des intérêts établis.

Pour que la population entre activement dans le mouvement de l'industrialisation et s'en fasse un but, il a généralement fallu qu'elle soit motivée par une idéologie politique. En Algérie, c'est surtout le nationalisme coloré de « socialisme spécifique » qui a rempli cette fonction.

Promoteur de la fameuse stratégie des « industries industrialisantes », De Bernis affirme à ce sujet que : « L'élaboration d'une politique industrielle implique que les sociétés nationales ne soient pas des unités isolées du capitalisme d'Etat se comportant selon leurs intérêts propres, mais qu'elles deviennent les instruments d'une politique d'ensemble au service des intérêts communs. »

Quels que soient les slogans « socialisants » qui ont été utilisés, la réalité sociale de l'Algérie, c'est la stratification sociale qui devient, au fil des années, de plus en plus déséquilibrée, avec accroissement des disparités entre des masses paupérisées qui supportent le poids de l'austérité et une minorité privilégiée.

A partir des années 1970 grandit le scepticisme sur la capacité des pays en développement à rattraper les pays industrialisés. Quels que soient les modèles de référence, des incertitudes commencent à s'exprimer sur la pertinence des voies de développement elles-mêmes. C'est donc d'une manière globale que se voient dénoncés les effets pervers des politiques « d'accumulation primitive » et de modernisation accélérée. La pseudo planification algérienne ne produira pas une industrialisation du pays (tout au plus une industrie de base) et encore moins un développement non dépendant. Sans compter qu'il faut poser ici la question essentielle : développement pour qui ? Si le développement n'intègre pas la majorité de la population et ne se fait pas à son bénéfice, si la croissance ne profite qu'à une minorité, peut-on parler de développement ?

Il n'y eut, concrètement donc, pas de développement et encore moins de modernisation.

Toutefois, dans cette situation de « non-développement », il faut rappeler qu'au niveau de la représentation que les algériens avaient de ces deux paradigmes, la notion de « développement » est mieux acceptée que celle de « modernisation ». Les sociétés modernes étant implicitement assimilées aux sociétés occidentales lesquelles prennent alors valeur de modèle. La notion même de développement ne se heurtant pas aussi directement que celle de modernisation à l'objection du sociocentrisme : le développement étant très généralement considéré comme désirable et comme moins dangereux pour les particularismes nationaux que la modernisation. Les limites de la théorie de la modernisation venaient du fait que, faisant l'objet de préjugés inacceptables, elle impliquait un évolutionnisme à la fois peu crédible et peu souhaitable.

Ce phénomène de rejet n'était pas seulement en œuvre dans les sphères du pouvoir, il puise sa dynamique dans certaines structures anciennes qui continuent à fonctionner au sein de la société.

A cet effet, il devient nécessaire d'interroger l'histoire : remonter dans le passé pour expliquer le présent.

Historiquement parlant, nous sommes passés d'un équilibre de la stagnation avant la colonisation, à des déséquilibres graves perturbant le fonctionnement de la société pendant la colonisation, pour aboutir, après l'indépendance, à une situation de crise généralisée et profonde.

De « société traditionnelle segmentaire » avant 1830, vivant un « équilibre de la stagnation », la société algérienne se retrouve, pendant et après la colonisation, prise dans le cercle vicieux de la crise. Nous constatons que ce phénomène a existé sous différentes formes et dimensions. Par la saisie de certains aspects communs aux différentes phases marquantes de l'histoire du pays on relève le caractère régulier et récurrent du phénomène de crise qui, malgré les changements intervenus, se présente comme un trait caractéristique commun aux trois périodes.

En ce qui concerne la période précoloniale, et pour ne remonter qu'au 14<sup>e</sup> siècle, celui d'Ibn Khaldoun, le Maghreb se caractérisait par une décadence générale. La cause principale en serait l'échec des tentatives d'unifier l'Andalousie et le Maghreb qui était divisé en trois Etats : les Hafsides à l'Est (Tunisie), les Mérinides à l'Ouest (Fès) et les Abdelouadides au centre (Tlemcen). D'autre part, l'affaiblissement de l'Etat et le morcellement du Maghreb s'exprimaient dans un contexte historique de déclin général caractérisé essentiellement par une perte des sources de profit provenant du commerce de l'or entre le Soudan, le Moyen-Orient et l'Europe, le centre étant la Maghreb.

Ibn Khaldoun vécut cette époque particulièrement cruciale de l'histoire du Maghreb. Sa théorie cyclique pose la centralisation du pouvoir politique comme étant la force motrice de l'histoire. L'œuvre d'Ibn Khaldoun a mis en évidence l'importance des conditions sociales dans la production d'une pensée nouvelle. Dans ce cas, il s'agit des phénomènes sociaux dramatiques survenus à cette époque et de la crise générale de la civilisation arabo-islamique.

Il faudrait aussi rappeler que la majorité des recherches qui avaient pour objet de saisir les raisons pour lesquelles le Maghreb n'a pas connu une évolution comparable à celle des pays d'Europe, ou en d'autres termes pourquoi il n'a pas emprunté la voie cumulative dont le modèle « universaliste » a été l'Europe occidentale, étaient basées sur deux théories principales :

La théorie évolutionniste et la théorie segmentariste. Selon ces deux approches, les sociétés qui n'ont pas évolué dans ce sens ont connu des ruptures historiques qui relèveraient, selon la première, d'un blocage de l'accumulation et, selon la deuxième, de la non-émergence du pouvoir politique condensé (Etat centralisé).

Pour ce qui est de la période coloniale, on peut dire que la société algérienne, à la veille de la colonisation, était une société traditionnelle segmentaire. Sa structure reposait essentiellement sur l'ordre tribal et l'agro-pastoralisme. Nous sommes en présence d'une société « traditionnelle segmentaire » vivant et reproduisant un équilibre de la stagnation dans lequel opère ce qui pourrait être appelé « la dynamique des processus sociaux inachevés ». Cette dernière peut être définie comme une dynamique entraînant des changements qui sont exigés par le fonctionnement même de l'organisation sociale mais qui ne sont pas de nature à modifier la structure de l'organisation sociale, mais plutôt à rétablir, sans cesse, l'équilibre du système.

La société coloniale en Algérie est entrée en crise profonde à partir de la Seconde Guerre mondiale. Cette crise traduisait l'incapacité dans laquelle se trouvait et la métropole et sa fraction coloniale installée en Algérie, de contrôler la petite bourgeoisie autochtone : celle-ci échappait de plus en plus aux orientations que lui proposait la société coloniale.

Plusieurs raisons expliquent l'émergence de cette crise.

D'une part, le fait que la colonisation n'a pas su créer les conditions d'une réelle intégration de cette classe à l'intérieur du cadre français, et ce, tant au plan économique qu'au plan juridique. Les forces sociales autochtones dynamiques se trouvèrent, malgré tous leurs vœux, confinées au rôle de « deuxième collège » par la société coloniale et la métropole.

D'autre part, les conditions de vie empiraient pour la grande majorité de la population algérienne, spécialement dans les campagnes.

La colonisation agraire a entraîné, en plus de la crise agricole, une crise agraire dont les effets se répercuteront longtemps encore. Un des effets les plus destructeurs fut la rupture de l'équilibre socio-historique agro-pastoral qu'a entraîné la confiscation de plus du tiers de la surface agricole utile et la marginalisation des tribus algériennes contraintes à régresser.

C'est pendant cette période que s'engage un profond processus de différenciation sociale : début de l'exode rural, de l'émigration algérienne, concentration du capital et de la propriété foncière. Le capitalisme domine la société algérienne sans pour autant réaliser une intégration productive et une élévation du niveau de vie des travailleurs. Le capital colonial (dépendant) bien qu'en pleine croissance repose sur des bases fragiles aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Cette fragilité est saisie sous le concept de « capitalisme dominé ». Erigé à travers le processus de désintégration de la société rurale, ce « capitalisme dominé » a réduit les paysans algériens au statut de *khamas* ou de travailleurs agricoles vivant dans des conditions très précaires.

Etant donné la structure économique propre à l'Algérie, la crise prend une grande ampleur à partir de 1933 avec l'effondrement des cours du vin. Elle se poursuivra, passant du secteur des exportations au reste de l'économie (extension du chômage, baisse importante des revenus monétaires, crise dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics).

Cette situation ne fera que s'aggraver lorsque, d'un capitalisme en croissance, on passe à un capitalisme en crise. Apparaissent alors, et se développent, des luttes politiques et idéologiques qui tendent vers la rupture du lien de subordination de la colonie à la métropole et dont le résultat sera le déclenchement de la guerre de libération nationale, qui engage le processus de décolonisation proprement dit.

La décolonisation peut être considérée sous un double aspect : c'est d'abord un processus, une démarche historique ; c'est l'ensemble des actions et des mouvements par lesquels une société colonisée recherche la non-dépendance. Mais la décolonisation, c'est aussi, du moins dans beaucoup de cas, le fait d'une « jeune nation », c'est-à-dire d'une nouvelle société globale d'une nature assez particulière qui

fait son apparition. On désigne ce type de société sous le nom de « société postcoloniale » : société postcoloniale et non société indépendante car la décolonisation ne s'achève pas après la fin du colonialisme.

Qu'en est-il de la période postcoloniale ? Après l'accès à la souveraineté nationale des jeunes Etats, le problème de la liquidation du colonialisme prend des formes très différentes. Elle peut aboutir au fait que les pays anciennement colonisés imitent les colonisateurs en cherchant, par les moyens les plus rapides, à arriver à un capitalisme avancé, habituellement lié à la technocratie et souvent lié à des éléments du fascisme. A cet effet, deux possibilités pouvaient être envisagées :

La décolonisation par la mort du colonialisme et avec lui devait mourir le capitalisme. Pour cela, il y a une seule voie, celle de la révolution sociale qui peut revêtir divers aspects selon les différents pays ;

La seconde possibilité est la décolonisation par le capitalisme. Mais ce n'est qu'une autre forme de colonisation par un autre genre de capitalisme qui pénètre ces pays qui deviennent eux-mêmes des pays du capitalisme organisé.

L'Algérie, quant à elle, a opté pour une troisième voie, la voie « non capitaliste » de développement. Selon la théorie de la troisième voie, ou voie non capitaliste, les nations nouvellement indépendantes sont appelées à passer sans transition de la phase de libération nationale à la phase du socialisme, qui apparaît, alors, comme l'horizon unique de l'humanité. Non seulement la démocratie n'est pas à l'ordre du jour dans le Tiers-monde, mais assimilée à une parenthèse historique dans le parcours des sociétés occidentales elles-mêmes, elle est perçue comme un luxe bourgeois, porteur d'inégalités et de gaspillages dont les nouvelles nations doivent faire l'économie pour construire plus rapidement un avenir programmé et égalitaire.

Mais, à partir des années soixante-dix, cette vision n'est plus soutenable. D'une part le « socialisme réel » (scientifique) révèle la masse considérable de sacrifices humains qu'il a entraîné sans pour autant réaliser la justice ni l'abondance. D'autre part, les nations du Tiers-monde, impuissantes à maîtriser les défis simultanés de l'extraversion économique, des déséquilibres sociaux et des bouleversements culturels, s'orientent souvent vers un despotisme rétrograde à l'ombre duquel s'enrichissent des minorités privilégiées et s'appauvrissent toujours davantage des majorités opprimées.

Au lendemain de l'indépendance, le problème du pouvoir devient la préoccupation essentielle des dirigeants.

La période de 1962 à 1965 est une période mouvementée, celles des incertitudes, des biens vacants et de l'autogestion. L'exode massif des Européens, que les Accords d'Evian n'avaient pas prévu, avait créé le problème des biens vacants. L'adoption des « Décrets de mars » (1963) mettaient entre les mains des travailleurs plus d'un million d'hectares de terres et plus de quatre cent entreprises industrielles et artisanales. Néanmoins, malgré ces bouleversements, nous nous situons toujours dans la dynamique de la période antérieure à l'indépendance : le même chômage urbain persistant ou tendant à s'accroître, la réforme agraire partielle n'avait pas répondu aux attentes de la paysannerie.

Face à la situation qui émerge à l'indépendance, comment s'empêcher de parler de crise ?

Ce qu'il importe de noter est le fait que, malgré tous les bouleversements nés après l'indépendance, on a vécu pendant plus de deux décennies avec l'idée que quelque chose de nouveau était en construction. Aujourd'hui on constate, derrière l'opacité des discours et des orientations idéologiques, une réalité sociale précaire et une grande déliquescence des rapports sociaux et humains. Nous ne répéterons jamais assez que la décolonisation ne s'arrête pas avec l'indépendance. Ce processus restera inachevé tant que subsiste le phénomène de la dépendance.

Dès lors, nous pouvons dire que le processus de décolonisation a mis à nu l'inachèvement de notre histoire et nos structures sociales. Nous commençons à présent à saisir nos insuffisances et notre instabilité. L'indépendance n'est qu'un processus mineur par rapport à l'ensemble des facteurs qui nous conditionnent unilatéralement et qui nous situent dans une nouvelle configuration dictée par la mondialisation. D'où ce sentiment général et profond d'insatisfaction que l'on ressent et qui exprime la situation de ceux qui reçoivent sans rien donner en échange.

Nous sommes conditionnés par ce qui se passe autour de nous et nous subissons ce que Jacques Berque appelle « la détermination par le dehors », c'est-à-dire par la civilisation du monde moderne, civilisation qui n'est pas la nôtre et qui nous impose, malgré nous, ses normes et son éthique.

Trois décennies après l'indépendance les trois éléments fondamentaux sur lesquels reposent la culture et le régime autoritaires — l'unanimité de façade, l'accaparement du pouvoir et l'économie administrée — subissent une des crises les plus sévères de l'Algérie indépendante. Cette crise caractérisée par la montée ou le retour de l'idéologie intégriste marque l'affaiblissement général des idéologies et leur incapacité à combler le déficit de légitimité politique. On découvre, alors, que l'Algérie unanime est un leurre, le pouvoir autoritaire illégitime, et l'économie administrée un échec.

En termes de représentation, les aspirations qu'a suscitées le mouvement de décolonisation sont plutôt celles d'une société de consommation de masse que d'une société de production. Elles se sont modelées sur les conditions et modes de vie du colonisateur qu'on voudrait reproduire dans la société postcoloniale. Cela favorise la continuation d'une économie de commerce plutôt que le démarrage d'une économie industrielle. Les aspirations frustrées ou déviées ne sont donc pas propices à un développement global et autonome, elles constituent au contraire un des plus importants obstacles au développement économique, et souvent politique de la société postcoloniale.

Ce qui ressort de l'analyse de la société postcoloniale consacre l'échec des régimes autoritaires et les limites des théories du développement. La société algérienne est bien en crise. Nous avons essayé de clarifier cette situation, en appuyant sur les points faibles, de la société et de l'Etat qui, malgré les efforts consentis dans le domaine économique (contrôle direct des ressources nationales : agricoles, minières, industrielles et particulièrement les hydrocarbures), malgré l'implantation d'une industrie lourde, n'a pu briser le « cercle vicieux » du sous-développement, qui se

manifeste par la montée des inégalités, du phénomène de la pauvreté et celui de la violence.

Sur le plan strictement politique, bien que des efforts importants aient été consentis dans le domaine de l'éducation et dans certains secteurs sociaux, aucune solution radicale n'a été apportée aux questions fondamentales qui se posent au pays.

La principale question qui demeure posée est celle de la légitimité, contestée depuis les premières années de l'indépendance.

Les émeutes d'Octobre 1988, si cruellement réprimées, ont manifesté, après d'autres de moindre ampleur et localisées (émeutes kabyles de mars-avril 1980, manifestations notamment à Oran en avril 1982, grèves d'étudiants arabophones suivies de violents affrontements à Alger en novembre 1982, émeutes de Constantine en avril 1986) une profonde crise de légitimité.

Sur fond de crise de légitimité non résolue, toute initiative nouvelle de réforme, qu'elle soit de type économique, (libéralisation), politique (multipartisme), culturel et social (l'école, code de la famille) échoue ou au mieux demeure inachevée.

Cet échec s'est aussi exprimé à travers le désengagement de l'Etat vis-à-vis des entreprises publiques. Nécessaire pour promouvoir une économie de marché, le désengagement de l'Etat apparaît plutôt comme un largage, une fuite de responsabilité que comme une mesure de libéralisation économique.

La faillite économique, administrative et politique des Etats implique leur restructuration radicale et la réforme de leur fonctionnement, et non leur désengagement brusque sans aucune forme de transition du système d'économie administrée à celui de l'économie de marché.

Un constat, pourtant, s'impose : il concerne l'Etat (le pouvoir) qui demeure autoritaire dans une configuration nouvelle qui dicte et impose le libéralisme. Dans ce cas d'espèce, la vraie question, à notre sens, est de savoir si cette transition, douloureuse parce qu'imposée, assurera les conditions d'un redressement, donc d'une relance d'un processus de refondation de l'Etat (Etat-nation), ou entraînera l'enlèvement dans une sorte d'anarchie permanente.

### **Conclusion**

Les premiers sociologues ont tous annoncé à leurs contemporains des temps meilleurs pour l'avenir, une société plus humaine, plus juste, plus libre, etc. Cela s'explique du fait que la plupart des grandes théories de l'évolution ou de l'histoire avaient en même temps un caractère cumulatif : elles reconnaissaient, d'une manière ou d'une autre, un certain progrès de l'humanité, une amélioration de la vie humaine individuelle et collective.

Dans l'histoire de chaque nation, il ya des moments qui, loin d'être de simples crises passagères, sont des épreuves de vérité. Ce qui est en jeu, alors, ce n'est pas seulement la résolution des conflits, la redistribution des pouvoirs ou la recomposition des relations sociales, mais bien la re-fondation des liens substantiels qui unissent les individus, les groupes, les classes et définissent leur volonté de vivre ensemble.

Selon que la société concernée est forte — d'un passé, d'une tradition, d'un système d'Etat intériorisé — ou qu'elle est faible, cette re-fondation s'opère soit rapidement soit, au contraire, lentement, dans la souffrance.

### **Bibliographie**

- AGERON Charles Robert, *La décolonisation française*, Ed. A. Colin, Paris 1991.  
AMIN Samir, *Le développement inégal*, Ed. de Minuit, Paris, 1970.  
BADIE Bertrand, « L'Etat en développement », *L'Année sociologique*, Paris, 1992.  
BERQUE Jacques, *Dépossession du monde*, Ed. Le Seuil, Paris, 1964.  
FANON Frantz, *Les Damnés de la terre*, Ed. Maspero, Paris, 1961.  
HARBI Mohammed, *L'Algérie et son destin, croyants ou citoyens*, Arcantère Editions, Paris, 1992.  
LACHERAF Mostefa, *Algérie et Tiers-monde*, Ed. Bouchène, Alger, 1989.  
STORA Benjamin, *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance*, Ed. La Découverte, Paris, 1994.  
TOURAINÉ Alain, *Critique de la modernité*, Ed. Fayard, Paris, 1992.